

REPUBLICQUE DU BURUNDI  
PARTI SAHWANYA -FRODEBU  
COMITE DIRECTEUR NATIONAL

## Prise de position du Parti Sahwanya-Frodebu sur la situation qui règne dans le pays

Bien que les projecteurs de l'actualité restent uniquement braqués sur le Rwanda, la situation burundaise envoie chaque jour des signaux extrêmement inquiétants. Depuis la tentative de putsch du 21 octobre dernier, la violence ne décélère pas. Un blocage constitutionnel, matérialisé aujourd'hui par l'impossibilité de remettre en place une nouvelle institution présidentielle, nourrit de nouveaux risques d'affrontements généralisés. Divers facteurs font craindre cette éventualité...

Ainsi, sous la pression du phénomène de l'impunité, le Front pour la Démocratie au Burundi (Frodebu), le vainqueur des élections de juin 1993, se trouve dans l'incapacité de diriger. Nombre de hauts dignitaires du parti au pouvoir sont réduits à l'exil pendant qu'une intense activité de partage des postes dans l'Exécutif se mène avec l'opposition.

S'appuyant sur l'armée, cette opposition a tout fait pour prendre en otage tout le système institutionnel du pays. Elle est arrivée à obliger le Chef de l'Etat intérimaire à céder l'essentiel du pouvoir Frodebu dans l'administration du territoire, dans la diplomatie et même dans certains domaines réservés de la Présidence, tels que les services spéciaux.

Le Parlement, qui est pourtant la seule institution nationale, démocratique et légitime survivante de cette crise et qui peut parler avec une voix autorisée a été totalement écartée des négociations en cours. Le pourrissement est à ce point réel que certains parmi les principaux acteurs de l'actuel partage du pouvoir comptent parmi les premiers responsables civils et militaires présumés coupables d'avoir orchestré le coup d'Etat d'octobre dernier. Récemment dénoncés nommément par un rapport d'une commission internationale d'enquête rendu public le 5 juillet, ces responsables de l'assassinat de notre démocratie sont parvenus à paralyser l'appareil judiciaire et jouissent d'une impunité totale.

Pendant ce temps, à travers tout le pays, des dizaines, voire des centaines de personnes, meurent chaque semaine. Autant de maisons brûlent comme cela se passe dans des provinces comme Muramvya et Kayanza. Le pays reste dans le cycle infernal de la provocation, de la révolte et de la répression sauvage, qui fait de l'armée et des différentes polices que le pouvoir Frodebu ne contrôle pas, le seul maître de la situation.

Dans le désespoir, les civils qui ne se sentent pas protégés par les forces d'ordre et de sécurité à cause des problèmes d'ordre politique et ethnique, s'organisent dans un contexte d'auto-défense. La circulation des armes dans la population civile s'est, en fait, développée sous l'effet conjugués des traumatismes du passé et du règne de l'intolérance au sein des forces armées burundaises.

Tout cela crée une logique d'affrontement qui réunit tous les ingrédients d'une guerre civile qui endeuille le peuple, toutes ethnies confondues. Cette logique a été aggravée par les opérations sélectives de désarmement qui sont, en réalité, conseillées et conduites par les les principaux auteurs des événements malheureux que nous traversons. Nos populations se sentent abandonnées, car le pouvoir sur lequel elles devraient compter n'a ni les moyens de les protéger ni encore moins une force pour punir les auteurs des troubles.

En plus, les conséquences désastreuses de la catastrophe rwandaise exercent une telle pression que le Burundi pourrait, à tout moment, implorer comme son voisin. D'ailleurs, il n'est un secret pour personne que l'armée burundaise et l'aile extrémiste de l'opposition semblent vouloir profiter des changements intervenus à Kigali dans une stratégie perçue comme une tentative globale de destabilisation de toute l'Afrique des Grands Lacs.

Les observateurs de la communauté internationale qui se préoccupent vraiment de la paix dans cette région pendant cette période doivent savoir que l'on est en présence d'un problème majeur, un défi d'une ampleur sans précédent pour les vingt millions d'âmes qui l'habitent.

Les Burundais en particulier doivent savoir qu'une poignée de politiciens avides de pouvoir, sans scrupules ni souci pour l'alternance politique, pacifique et démocratique les entraînent depuis neuf mois dans une voie sans issue. Il est devenu évident que certains opposants, en exigeant du Frodebu ce que les élections libres ne leur ont pas accordé, violent la Constitution et refusent au peuple son droit sacré de se doter des gouvernants de son choix.

Puisque le pourrissement a atteint son stade le plus avancé, l'urgence s'impose d'agir à titre préventif pour sauver ce qui reste à sauver. Nous disons que la seule alternative valable pour gérer durablement cette situa-

tion est le dialogue entre tous les partenaires. Il faut qu'un cadre représentatif des réalités nationales soit créé pour chercher de vraies solutions.

Nous affirmons à la face du monde que les négociations qui ont commencé en janvier dernier à Kigobe et qui se sont poursuivies, sans succès, à l'Hôtel Novotel, ne conviennent pas du tout: le parti au pouvoir ne s'y est jamais reconnu, si bien que nos cadres et nos militants considèrent les différentes mesures prises à la suite de ces négociations et sous les menaces de la violence de la rue, comme une haute trahison.

Les hauts cadres de notre parti, réunis cette semaine pour étudier cette situation, disent que ces mesures n'engagent que les individus qui les ont prises. Nous estimons que la remise en place d'un nouveau Président de la République n'est pas une urgence tant que l'opposition refuse que l'on aborde d'abord le problème des problèmes, celui de la sécurité et des forces de l'ordre en général.

C'est pourquoi nous demandons à nos militants et à tout le peuple burundais à s'opposer pacifiquement et démocratiquement aux accords actuellement conclus par des négociateurs qui, visiblement, ne sont pas mus par un vrai idéal de pacification... Mais sont guidés par ce qu'on appelle "la politique du ventre" de certains opportunistes.

Le Frodebu pense que seule une rencontre internationale organisée avec le soutien de témoins/facilitateurs neutres peut aider, d'une part à encourager ceux qui s'engagent pour un vrai dialogue, et d'autre part, à rapprocher les tendances opposées.

Ce dialogue doit dépasser le cadre classique des conférences de routine qui, en général, ne servent qu'à entendre des discours sans engagements précis. Il doit reposer impérativement sur une démarche respectant la Constitution du Burundi et rétablissant les acquis démocratiques issus des respectables élections libres de l'année dernière.

Lors de cette rencontre, les questions des fonds, intéressant l'avenir de la nation et engageant les négociateurs sur les préoccupations relatives à la stabilité jusqu'à l'échelle de la région de l'Afrique des Grands Lacs, doivent occuper une place de choix dans le débat. Il s'agit, par exemple, des questions relatives aux réfugiés, aux forces de l'ordre, à l'appareil judiciaire, à l'impunité des crimes que les négociateurs de l'Hôtel Novotel évitent.

Les vrais amis de notre peuple sont instamment sollicités pour savoir que la priorité réside, dans un premier temps, dans l'instauration d'un débat national, sérieux et rapide sur le problème de la sécurité. Il faut que les Burundais de tous bords soient invités à clarifier leurs positions sur cette question. Il faut mettre tout en oeuvre pour que la trêve existe dans nos villes et nos campagnes, de sorte que les autorités puissent

pleinement exercer leurs responsabilités.

Dans un second temps, cela pourrait permettre de mettre fin aux spéculations des opportunistes qui privilégient dans leurs démarches les intérêts sectaires qui n'ont rien à voir avec le rétablissement de notre démocratie.

Nous voulons dire que la sécurité, une fois revenue, pourrait permettre le retour des réfugiés, puis l'organisation des élections présidentielle et locales. Cela permettrait en outre la résolution des autres nombreux problèmes d'ordre politique, économique et social dans un cadre plus global de reconstruction nationale.

D'ores et déjà, il est possible que les différents partenaires se concertent à l'aide de quelques facilitateurs jouissant de la pleine confiance auprès des parties en présence, pour s'entendre sur les modalités pratiques concernant la réalisation de la rencontre que nous proposons. Il s'agit, en l'occurrence, de la fixation de l'ordre du jour, de la date et du lieu de la rencontre. C'est en ce moment que la qualité des participants à la rencontre internationale en question sera discutée.

Pour leur part, les hautes instances du Frodebu sont disposées à participer à cet élan de dialogue. Nous prions les dirigeants des partis d'opposition ainsi que les membres des forces armées à renoncer à leur terrorisme politique. Nous leur prions de comprendre que les violences physiques exercées actuellement sur des populations sans défense n'aboutiront pas à la paix que nous recherchons. Nous les invitons à s'inscrire dans cette démarche de dialogue sincère.

A tout le peuple burundais, nous lançons un appel pressant pour que tout un chacun garde le calme et la sérénité et évite de tomber dans les pièges destructeurs de la provocation pendant ces moments durs. ■

Fait à Bujumbura, le 31 juillet 1994

Signé:

Au nom du Parti Sahwanya-Frodebu

**Christian Sendegeya**  
Membre du Bureau politique,  
Responsable National adjoint  
du Département de la Propagande  
et du Recrutement,  
Et Vice-Président  
de l'Assemblée Nationale